

Énergies renouvelables

Aisne : l'association EEDAM souhaite engager un débat sur le mix énergétique

L'association **Énergie et environnement en débat dans l'Aisne et dans la Marne** (EEDAM) créée à l'été 2022 s'est fixée pour objectif de faire vivre le débat autour des **énergies renouvelables**. Elle entend proposer des **solutions concrètes** avant l'entrée en vigueur de la loi **Énergie et climat** prévue pour l'été prochain.



EEDAM veut valoriser les énergies produites par l'air, le soleil, l'eau et la terre. ©Pikwik/ CC by-SA 3.0

« Nous sommes des citoyens engagés et responsables qui ne souhaitons pas nous opposer par principe aux projets éoliens. Nous avons travaillé pour proposer des solutions concrètes

en matière de mix énergétique », assure Nicolas Bour, conseiller technique de l'association [Énergie et environnement en débat dans l'Aisne et dans la Marne](#). L'association compte actuellement une soixantaine de membres actifs. Tous veulent engager un débat constructif autour des énergies renouvelables pour construire une véritable stratégie en matière de mix énergétique.

« La problématique actuelle liée au coût de l'énergie démontre l'échec des politiques menées depuis 30 ans sur ce sujet. Nous devons préparer l'avenir en valorisant les ressources que sont l'air, l'eau, la terre et le soleil tout en développant de façon cohérente nos territoires », ajoute-t-il. Après plusieurs débats locaux organisés à Fère-en-Tardenois, Fismes et Braine l'association a noué des contacts avec l'Assemblée nationale, l'Association des maires de France ou encore l'Académie de médecine avant d'être auditionnée en décembre dernier par le Conseil économique social et environnemental (CESE).

Informier et proposer des alternatives

Alors que s'achève mi-janvier une concertation nationale sur le mix énergétique à laquelle chacun est invité à participer, le conseiller technique de l'association EEDAM regrette le manque d'informations mises à la disposition du grand public, des élus et des décideurs locaux. *« Les grandes orientations énergétiques ont été décidées sans les citoyens et lorsqu'on lit les rapports de RTE et l'Ademe on se rend compte qu'il n'y a pas eu d'analyse globale de la consommation ni de son évolution ! On a écarté par exemple la décarbonation de la chaleur qui représente quand même 47% des besoins nationaux et la mobilité, qui elle, compte pour 31% »,* détaille Nicolas Bour.

Pour l'association, l'avenir énergétique du territoire passe par le recours à des ressources qui viennent valoriser les atouts de chaque région et créer de la valeur ajoutée. Le recours au solaire (thermique et photovoltaïque), aux pompes à chaleur, à la biomasse, la méthanisation et la géothermie permettrait, selon EEDAM de remplir ces objectifs. L'éolien en revanche est écarté. *« Ce n'est pas une*

opposition par principe, mais l'éolien ne contribue pas à la décarbonation de la chaleur et de la mobilité et l'investissement n'est pas raisonnable », assure Nicolas Bour. Quant à la production d'électricité (21% des usages), l'association mise principalement sur l'hydraulique et le nucléaire.

Faire entendre ses propositions

L'association, qui regrette également l'absence de consultation des industriels, pourtant concernés en premier lieu par le futur énergétique du pays, a produit plusieurs propositions pour contribuer à la concertation nationale sur le mix énergétique. Un travail réalisé avec des experts locaux et nationaux que les membres du collectif espèrent voir intégrer dans la loi qui devrait être mise en œuvre l'été prochain. EEDAM propose par exemple de mieux valoriser les énergies naturelles, de relancer le programme ASTRID ou encore d'établir un plan de renouvellement du parc nucléaire sur 25 ans. *« Les élus de terrain comprennent les enjeux, ils s'organisent. Il est très important de se mobiliser pour contribuer au débat national »,* insiste Nicolas Bour qui travaille avec des collectifs de la Marne, de l'Aube et des Ardennes pour continuer à faire vivre les discussions sur le mix énergétique.